



MISE EN PLACE MUTUELLE OBLIGATOIRE

Rencontre
du 20 septembre 05

Une réunion sans surprise où la direction opposait à toutes demandes de notre part une fin de non recevoir en argumentant toujours le même motif :

« Nous n'irons pas au delà de ce qu'il y a aujourd'hui, si le CCE retire sa participation, la DRH se retire de sa participation à la mutuelle MIEL, à charge à chaque salarié d'adhérer à la mutuelle de son choix »

Pour mémoire le CCE reverse pour la mutuelle environ 240 000 euros, ceci pour 1500 ayants droits. Si la mutuelle devient obligatoire, il y aura environ 3500 adhérents de plus. Pour ces adhérents supplémentaires, Casino Cafétéria versera comme surcoût la somme de 300 000 euros.

1500 ayants droits	=	240 000 euros
3500 adhérents de +	=	300 000 euros

Actuellement la cotisation de base est à 19,09 euros. Si la mutuelle devient obligatoire, la cotisation de base devient identique à Casino France (DCF) 12,65 euros ce qui correspond à 55% à charge de l'adhérent, 45% à charge de l'employeur.

Idem pour DCF, sauf que pour Casino Cafétéria dans la part patronale, l'employeur déduit de ses 45% la subvention CCE, 240 000 euros, alors que pour DCF cette participation n'existe pas et ses 31% de subvention restent aux Comités Sociaux d'Etablissement.

Notre mandat de négociation était de s'aligner au minimum sur l'accord de groupe, avec comme objectif de rappeler le « Socle Social Commun ». Malgré toutes nos propositions ? la direction reste sur le principe acté dans l'accord du 13 janvier 2005 (celui qui nous a supprimé les pauses).

Nous nous revoyons le 14 octobre pour une présentation du futur accord, avant présentation au CCE pour valider la pérennité de la subvention versée par le CCE (240 000 euros) qui n'en doutons pas trouvera certainement des signataires.

Pour mémoire la CFDT depuis 1999 demandait l'ouverture de négociations pour mettre en place une mutuelle obligatoire dans le cadre du « Socle Social Commun » grand projet du Groupe. Nous allons transmettre les résultats de cette « négociation » à la Fédération des Services dans l'attente de transmission du projet final pour recueillir son avis avant tout engagement de notre part.



Le parti pris de la solidarité